



## CHAPITRE 53

### Loi modifiant le Code de la route

[Sanctionnée le 17 juillet 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 231, a. 50, mod. **1.** L'article 50 du Code de la route (Statuts refondus, 1964, chapitre 231) est modifié:

a) en ajoutant, à la fin du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, après le mot « villages », ce qui suit: « sous réserve du sous-paragraphe *g* »;

b) en ajoutant, à la fin du paragraphe 1, après le sous-paragraphe *f*, le suivant:

« *g*) une vitesse excédant soixante-dix milles à l'heure ou inférieure à quarante milles à l'heure sur toute autoroute ou partie d'autoroute déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. »

Id., a. 66, mod. **2.** L'article 66 dudit code est modifié:

a) en remplaçant, dans les deux premières lignes du paragraphe 2°, les mots et chiffres « des articles 43 et » par les mots « de l'article »;

b) en retranchant le paragraphe 3°;

c) en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

« 4° contrevient à quelque disposition de l'article 50 est passible:

a) pour la première infraction, d'une amende de vingt à cinquante dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit jours; cependant, si la vitesse excède de plus de quinze milles mais de moins de

## CHAPTER 53

### An Act to amend the Highway Code

[Assented to 17th July 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 50 of the Highway Code (Revised Statutes, 1964, chapter 231) is amended: R.S., c. 231, s. 50, am.

(a) by adding after the word "villages" at the end of sub-paragraph *a* of subsection 1, the words "subject to sub-paragraph *g*";

(b) by adding at the end of subsection 1, after sub-paragraph *f*, the following:

"(g) a speed exceeding seventy miles per hour or less than forty miles per hour on any autoroute or section of an autoroute determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council."

**2.** Section 66 of the said Code is amended: Id., s. 66, am.

(a) by replacing the words and number "sections 43 and" in the first two lines of paragraph 2 by the word "section";

(b) by striking out paragraph 3;

(c) by replacing paragraph 4 by the following:

"(4) contravenes any provision of section 50 shall be liable:

(a) for the first offence, to a fine of twenty to fifty dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for eight days; however, if the speed exceeds by more than fifteen miles but less than thirty miles that

trente milles celle permise par la loi, le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois, et si la vitesse excède de trente milles ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal peut condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus huit jours, et confisquer le permis de ce conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

b) pour une deuxième infraction au cours des douze mois subséquents, d'une amende de cinquante à cent dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de quinze jours; le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois si la vitesse excède de plus de quinze milles mais de moins de trente milles celle permise par la loi, et si la vitesse excède de trente milles ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal peut condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus quinze jours et il doit confisquer le permis de ce conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

c) pour une troisième infraction au cours des douze mois subséquents à la première, d'une amende de cent à deux cents dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours; le tribunal doit en outre confisquer le permis du conducteur pour une période d'au moins trois mois, et d'au moins six mois si la vitesse excède de plus de quinze milles mais de moins de trente milles celle permise par la loi; si la vitesse excède de trente milles ou plus celle permise par la loi ou si le véhicule est impliqué dans un accident de la route, le tribunal doit condamner le conducteur, en outre de ladite amende, des frais et dudit emprisonnement, à un emprisonnement d'au plus trente jours et il doit confisquer le permis de ce conducteur pour une période d'au moins six mois; »;

permitted by law, the court may also confiscate the driver's permit for a period not exceeding three months, and if that exceeds by thirty miles or more the speed permitted by law, or if the vehicle is involved in a highway accident, the court may condemn the driver, in addition to the said fine, costs and imprisonment, to imprisonment for not more than eight days, and confiscate such driver's permit for a period not exceeding three months;

(b) for a second offence within the ensuing twelve months, to a fine of fifty to one hundred dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for fifteen days; the court may also confiscate the driver's permit for a period not exceeding three months if the speed exceeds by more than fifteen miles but less than thirty miles that permitted by law, and if the speed exceeds by thirty miles or more that permitted by law, or if the vehicle is involved in a highway accident, the court may condemn the driver, in addition to the said fine, costs and imprisonment, to imprisonment for not more than fifteen days and it shall confiscate such driver's permit for a period not exceeding three months;

(c) for a third offence within twelve months after the first, to a fine of one hundred to two hundred dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for thirty days; the court shall also confiscate the driver's permit for a period of at least three months, and of at least six months if the speed exceeds by more than fifteen miles but less than thirty miles that permitted by law; if the speed exceeds by thirty miles or more that permitted by law or if the vehicle is involved in a highway accident, the court shall condemn the driver, in addition to the said fine, costs and imprisonment, to imprisonment for not more than thirty days, and it shall confiscate such driver's permit for a period of at least six months;”;

d) en retranchant, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 6°, les chiffres « 40 », « 42 » et « 44 »;

e) en insérant, après le paragraphe 6°, le suivant :

« 6°a contrevient à quelque disposition des articles 40, 42 ou 44 est passible :

a) pour la première infraction, d'une amende de vingt à cinquante dollars et des frais et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de huit jours;

b) pour une deuxième infraction au cours des douze mois subséquents, d'une amende de cinquante à cent dollars et des frais et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de quinze jours.

Confiscation du permis.

Le tribunal peut en outre confisquer le permis du conducteur pour une période n'excédant pas trois mois;

c) pour une troisième infraction au cours des douze mois subséquents à la première, d'une amende de cent à deux cents dollars et des frais et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trente jours.

Idem.

Le tribunal doit en outre confisquer le permis pour un minimum de trois mois; »

f) en insérant, dans la sixième ligne du sous-paragraphe b du paragraphe 7°, après le mot « immatriculation », les mots « ou au permis de conduire qu'il détient ».

S.R., c. 231, a. 71, mod.

**3. L'article 71 dudit code est modifié :**

a) en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant :

Tarif des honoraires.

« 2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux greffiers, huissiers, constables, avocats, témoins et à toute autre personne chargée de l'application de la présente loi, relativement aux poursuites intentées en vertu de cette loi. »;

b) en insérant, après le paragraphe 6, le suivant :

Rapport pour tenir lieu du témoignage.

« 6a. Dans une poursuite pour violation de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de la présente loi, le juge ou le magistrat peut accepter, pour tenir lieu du témoignage d'un membre de la Sûreté du Québec, d'un agent visé au paragraphe g de l'article 15 de la Loi des

(d) by striking out the numbers "40", "42" and "44" in the second and third lines of paragraph 6;

(e) by inserting after paragraph 6 the following :

“(6a) contravenes any provisions of section 40, 42 or 44 shall be liable :

(a) for the first offence, to a fine of from twenty to fifty dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for eight days;

(b) for a second offence within the ensuing twelve months, to a fine of from fifty to one hundred dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for fifteen days.

The court may also confiscate the driver's permit for a period not exceeding three months; Confiscation of permit.

(c) for a third offence within twelve months after the first, to a fine of from one hundred to two hundred dollars and costs and, in default of payment of such fine and costs, to imprisonment for thirty days.

The court shall also confiscate the permit for not less than three months; Idem.

(f) by inserting after the word “certificate” in the sixth line of sub-paragraph b of paragraph 7 the words “or the driving permit that he holds”.

**3. Section 71 of the said Code is amended :** R.S., c. 231, s. 71, am.

(a) by replacing subsection 2 by the following :

“(2) The Lieutenant-Governor in Council may determine the tariff of the fees which may be granted to clerks, bailiffs, constables, advocates, witnesses and any other person entrusted with the application of this act, with respect to proceedings instituted under this act.”; Tariff of fees.

(b) by inserting after subsection 6 the following :

“(6a) In any proceedings for an infringement of this act or of a regulation made hereunder, the judge or magistrate may accept, in lieu of the testimony of a member of the Québec Police Force, a constable mentioned in paragraph g of section 15 of the Autoroutes Act (Chap. Acceptance of report in lieu of testimony.

autoroutes (chap. 134), d'un policier municipal ou d'un constable spécial au sens de la Loi de police (1968, chapitre 17) qui a constaté l'infraction, un rapport fait sous la signature d'une telle personne suivant un modèle approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Toutefois, un prévenu peut requérir la présence d'une telle personne à l'audition mais le juge ou le magistrat, s'il trouve le prévenu coupable, peut le condamner à des frais additionnels dont il fixe le montant, s'il est d'avis que la simple production du rapport eut été suffisante. »

S.R., c.  
231, a. 73,  
mod.

**4.** L'article 73 dudit code est modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du paragraphe 1, les mots « un dollar » par les mots « deux dollars ».

Id., a. 76,  
mod.

**5.** L'article 76 dudit code est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 6°, les alinéas suivants:

Fixation  
de vitesse  
par lt.-g.  
en c.

« Le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois fixer lui-même la vitesse autorisée sur tout chemin public d'une telle cité ou ville ou sur toute partie d'un tel chemin; toute disposition contraire d'un règlement de la cité ou de la ville devient alors inopérante.

Applica-  
tion aux  
rues inter-  
municipi-  
pales, etc.

L'alinéa précédent s'applique, *mutatis mutandis*, à la réglementation de la vitesse sur les rues intermunicipales et les grandes voies de circulation sous la juridiction de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal ou de la Communauté régionale de l'Outaouais. »

Entrée en  
vigueur.

**6.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

134), a municipal policeman or a special constable within the meaning of the Police Act (1968, chapter 17) who ascertained the offence, a report made over the signature of such a person and according to a form approved by the Lieutenant-Governor in Council. However, an accused may require the attendance of such a person at the hearing but the judge or magistrate, if he finds the accused guilty, may condemn him to pay additional costs, the amount of which he shall fix, if he is of opinion that the mere filing of the report would have been sufficient."

**4.** Section 73 of the said Code is amended by replacing the words "one additional dollar" in the seventh line of subsection 1 by the words "two additional dollars".

**5.** Section 76 of the said Code is amended by adding at the end of paragraph 6 the following paragraphs:

"Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may himself fix the speed authorized on any public highway of such a city or town or on any section of such a highway; any provision to the contrary in a by-law of the city or town shall then become inoperative.

The preceding paragraph shall apply *mutatis mutandis* to regulation of speed on intermunicipal streets and main traffic thoroughfares under the jurisdiction of the Québec Urban Community, the Montreal Urban Community or the Outaouais Regional Community."

**6.** This act shall come into force on the day of its sanction.